



Lettre ouverte du SNUipp-FSU 93 à Monsieur le maire du Blanc-Mesnil

Un enfant peut-il être « en trop » ?

Monsieur le maire,

Dans leparisien.fr du 21 septembre 2016, vous affirmez que les enfants du 115 « coûtent trop cher » à votre ville.

Notre première réaction, en tant qu'enseignant-es, est d'affirmer qu'aucun enfant n'est « en trop ». Les enfants sont notre avenir, la question est : quel avenir construisons-nous au regard de l'accueil fait à tous les enfants dans notre pays ? Quelle responsabilité politique prenez-vous en décrétant que des enfants peuvent être regardés comme « coûtant trop cher » ?

La situation présentée dans l'article du Parisien est pourtant problématique: la Seine-Saint-Denis est l'un des 8 départements d'Ile-de-France, et il héberge en hôtel social plus du quart des personnes orientées par le SAMU social de Paris. Le fait d'exiger un rééquilibrage des hébergements sur l'ensemble des départements franciliens est compréhensible. Mais votre message s'adresse aussi aux populations hébergées, en situation d'extrême pauvreté, et ce message est, lui, d'une violence inacceptable.

Par ailleurs, l'article du Parisien précise que vous déplorez « l'abaissement du niveau scolaire engendré par l'accueil d'enfants non francophones dans des classes déjà garnies (sic) d'élèves ne parlant pas bien la langue française ».

Le SNUipp-FSU 93 vous informe que grande pauvreté n'est synonyme ni d'échec scolaire, ni de langue étrangère. Quand bien même les familles pauvres orientées par le SAMU social ne parleraient pas le français, sachez que la nécessité d'apprendre le français ne peut se confondre avec la difficulté scolaire. Désigner les enfants pauvres comme responsable d'une « baisse de niveau » insulte aussi bien l'intelligence de ces enfants que le professionnalisme des enseignants.

Enfin, concernant la grande difficulté scolaire, pourquoi ne rappelez-vous pas à vos administrés que 190 postes de RASED, réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté, ont été supprimés pendant le quinquennat de M. Sarkozy entre 2007 et 2012 dans notre département ? Que les politiques de suppressions d'emplois de fonctionnaires ont des conséquences concrètes sur l'école, l'hôpital, et tous les services publics ?

Pour conclure, le SNUipp-FSU 93 vous demande, au nom des enseignant-es que nous représentons, au nom des valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité inscrites au fronton de nos écoles, de ne pas désigner les plus exposés des enfants à la vindicte publique, de ne pas procéder à des amalgames douteux entre pauvreté, langue étrangère et difficultés scolaires, et de laisser l'école publique faire son travail de scolarisation de tous les enfants.

Tous les enfants ont droit à l'éducation, quelle que soit la situation de leurs parents. Veuillez croire, Monsieur le maire du Blanc-Mesnil, en notre engagement pour la réussite de tous nos élèves.

Le 27 septembre 2016,

*Pour le SNUipp-FSU du Blanc-Mesnil, Nadine Roumilhac
Pour le SNUipp-FSU 93, Rachel Schneider*